

# Les sentinelles de la démocratie

*Tournons La Page - Dix ans de lutte*

Préface de Richard Banégas  
Postface d'Ousmane Aly Diallo



Le 15 octobre 2014, un nouveau collectif transnational, *Tournons La Page*, lance un appel : « En Afrique comme ailleurs, pas de démocratie sans alternance ». Les quelques activistes à l'origine de cette tribune n'imaginent pas que, dix ans plus tard, leur campagne internationale appelant à dénoncer les coups d'États institutionnels et à soutenir les alternances démocratiques se serait transformée en une puissante organisation regroupant des centaines d'associations et des milliers de militantes et de militants dans quinze pays africains et en Europe, représentant une force de contestation et de propositions reconnue sur le continent. Aujourd'hui, *Tournons La Page (TLP)* est une coalition avec laquelle les chefs d'États africains et les diplomaties internationales doivent compter.

Alors que, dans le nouveau désordre mondial, le modèle démocratique est en déclin – en Afrique plus encore que dans le reste du monde – que dans plusieurs pays du continent, les élites politiques traversent une crise de légitimité, et que les traditionnels contre-pouvoirs se sont coupés d'une partie de la population, les sentinelles de *TLP* ont inventé une nouvelle forme de militantisme. Capables de mobiliser sur le terrain comme sur les réseaux sociaux, de défendre leur cause dans les chancelleries comme dans les villages les plus reculés, elles rappellent que la démocratie est un combat quotidien.

*TLP*, est aussi l'histoire unique d'une forme de coopération Nord-Sud où les membres africains de la coalition ont progressivement pris les choses en main, en transformant le mouvement et en le façonnant à leur image. Cette évolution ne s'est pas faite sans remous. En ce sens, l'histoire de *Tournons La Page* est, à son échelle, une expérience démocratique unique en son genre.

Ce livre retrace cette expérience inédite, en donnant la parole à celles et ceux qui l'ont animée, en retraçant leur parcours et les débats qui ont traversé ce collectif militant. C'est la tumultueuse marche du continent africain ces dix dernières années, de l'insurrection au Burkina Faso aux coups d'État au Niger et au Gabon, que cet ouvrage éclaire d'une autre lumière.

*Rémi Carayol est journaliste indépendant (Le Monde diplomatique, Mediapart) et il coordonne la rédaction de la revue en ligne Afrique XXI. Il couvre l'actualité du continent africain, et notamment de l'Afrique de l'Ouest, depuis une quinzaine d'années.*

Rémi Carayol

# **Les sentinelles de la démocratie en Afrique**

***Tournons La Page***  
**Dix ans de lutte**



KARTHALA

Couverture et illustrations intérieures :

© Axel Champloy - 2024

© Éditions Karthala, 2024

22-24, boulevard Arago – 75013 Paris

[www.karthala.com](http://www.karthala.com)

ISBN : 978-2-38409-250-5

(première version papier, 2024)

# Préface

Dans les années 2010, au moment où les Tunisiens et les Égyptiens faisaient leur révolution, les sociétés d'Afrique subsaharienne voyaient se former de nouvelles vagues de « dédagisme » démocratique, certaines conduisant même à un renversement des pouvoirs établis comme ce fut le cas au Burkina Faso en 2014 et au Soudan en 2019. Des mobilisations qui basculèrent parfois dans la violence politique et la guerre, comme en témoignaient encore les trajectoires soudanaise et burkinabè qui avaient pourtant suscité tant d'espoir. Le fait le plus marquant de ces luttes fut l'apparition de nouveaux mouvements citoyens, tels *Y'en a marre* au Sénégal, le *Balai citoyen* au Burkina Faso, *Filimbi* et *La Lucha* en République démocratique du Congo, *E muito* en Angola, le *FNDC* en Guinée, ou encore le *Hirak* en Algérie, *Walk to work* en Ouganda, *EndSars* au Nigeria... Des mouvements qui innovaient dans leurs manières de faire de la politique, avec l'ambition de mettre en place une nouvelle forme de vigilance citoyenne, à la fois radicale dans ses moyens et légaliste sur le fond, le respect de l'état de droit et du calendrier électoral étant au principe de ces luttes.

De cette nouvelle ébullition démocratique, une organisation un peu singulière va émerger en 2013-14 avec un objectif clairement affirmé : tourner la page de l'autoritarisme et promouvoir l'alternance politique par la voie électorale. Comment cette idée est née, comment elle a prospéré contre vents et marées, comment elle s'est élargie à d'autres causes et s'est diffusée à travers tout le continent pour réunir désormais plus de 250 organisations de la société civile et des milliers de militants dans une quinzaine de pays, tout cela est raconté

en détail dans le livre anniversaire que vous tenez entre les mains. En 2024, *Tournons La Page* fête ses 10 ans d'existence, 10 ans de luttes, de combats et de résistance ! 10 ans qui, entre la chute de Blaise Compaoré et la multiplication des coups d'État au Mali, en Guinée, au Niger, au Burkina Faso ou au Gabon, donnent à voir les hauts et les bas de la démocratie en Afrique, de plus en plus contestée dans les palais et dans la rue.

C'est un honneur de préfacer cet ouvrage qui me remet en mémoire tant de souvenirs et de débats partagés au cours de cette décennie de compagnonnage. Lorsque, par exemple, en janvier 2016, toutes les délégations de *TLP* s'étaient retrouvées au Burkina Faso pour un congrès panafricain fondateur. Cet événement devait se tenir à l'automne 2015, mais le putsch de Diendéré contre la transition l'avait retardé. Quelques mois plus tard, alors que les manifestants de tout le « Pays des hommes (et femmes) intègres » avaient résisté à cette première tentative de restauration autoritaire, les militants *TLP* de tout le continent se retrouvaient à Ouagadougou, endeuillée par le premier attentat djihadiste dans la capitale qui allait ouvrir une nouvelle ère de violence et de guerre. La convergence des luttes n'était pas évidente entre les jeunes fondateurs radicaux du *Balai citoyen* et les vieux militants *TLP* d'Afrique centrale, marqués par une culture organisationnelle chrétienne. Mais le courant a fini par passer autour de l'impératif de respect des constitutions, de transparence et de redevabilité politiques.

La même année, c'est à Paris, dans un amphi de Sciences Po, qu'une autre forme de convergence était expérimentée, entre chercheurs, artistes et activistes autour du thème de la « politique de la rue ». Après une première édition qui s'était tenue à Abidjan en juin 2014, quelques mois avant la chute de Blaise Compaoré, notre conversation de recherche-action reprenait avec, en sus de *Y'en a marre*, du *Balai citoyen*, de *Filimbi*, de *La Lucha*, des membres de *Tournons La Page*

venus spécialement du Tchad, du Congo, du Togo, du Gabon, dont Marc Ona. Des militants *TLP* qui, à cette occasion, seront invités, avec d'autres activistes et artistes du colloque, à déjeuner avec le ministre des Affaires étrangères. Quelle surprise pour le protocole du Quai d'Orsay d'avoir à inscrire *Fou malade* sur le plan de table !

Plus tard, en 2020, ce sera encore à Abidjan que l'on se retrouvera en « famille » avec l'équipe de *TLP Côte d'Ivoire*, nouvellement créée. Comment, dans ce pays qui a connu dix ans de guerre, faire entendre une voie alternative, celle de l'alternance pacifique par la voie des urnes ? Comment agir dans un contexte où la société civile peine à exister face à des partis politiques ultra dominants ? Avec quels moyens et quelle stratégie alors que la question du 3<sup>e</sup> mandat d'Alassane Ouattara se posait déjà avec acuité ? Nous partageons ces interrogations au nouveau siège *TLP* de Yopougon-Abobo Doumé ou autour d'une bière *Ivoire* au bord de la lagune, sans savoir que trois ans plus tard, Alexandre Didier Amani allait devenir le nouveau président de *Tournons La Page*.

Enfin, à l'été 2023, le souvenir de notre précieuse boucle Whatsapp *TLP* qui s'enflamme à propos des coups d'État et fait vaciller le mouvement sur ses propres fondations doctrinales. Comme ce livre le raconte précisément, le putsch au Niger a été un choc pour *TLP* qui avait réuni ses coalitions nationales à Niamey quelques jours auparavant. Les sanctions de la CEDEAO et les menaces d'interventions déclenchent alors de puissantes manifestations contre les ingérences extérieures et la présence militaire française. Des mobilisations auxquelles participent les leaders de *TLP-Niger*, au risque de laisser penser qu'ils soutiennent une junte en mal de légitimité. Le débat fait rage, en ligne, sur la position à tenir face aux putschs et le danger pour un mouvement comme *TLP* de perdre le cap de sa doctrine démocratique legaliste. Et quelques semaines plus tard, il se radicalise encore lorsque le Gabon bascule à son tour dans un coup d'État et engage, dans les arcanes

de la transition, Marc Ona et deux autres membres éminentes de la coalition, forcés de démissionner de *TLP*.

Cet épisode douloureux a mis en lumière les nouveaux défis qui se posent aux militants de *TLP* et des autres mouvements citoyens nés au moment des « printemps arabes » et de la révolution civique burkinabè avec la conviction que « plus rien ne serait comme avant ». Dix ans après la fondation de *TLP*, on constate que la page des alternances peut se tourner de diverses manières et que la voie des armes plus que celle des urnes est redevenue, comme dans les années 1960-70, une modalité ordinaire de dévolution du pouvoir. En Afrique comme dans d'autres régions du monde, y compris en Occident, la démocratie représentative est questionnée et mise en doute, quand elle n'est pas rejetée en bloc au nom de prétendues valeurs locales. La révolution conservatrice, partout, gagne du terrain, menaçant les droits âprement acquis au fil des luttes. L'espace civique se rétrécit, comme le montrent nombre de rapports de *TLP*, et les menaces sur les libertés publiques se multiplient jusque dans des pays jusqu'alors réputés pour leur pluralisme. Les activistes subissent une répression féroce et leur voix est étouffée ou supplantée par celle de nouveaux influenceurs populistes stipendiés par les autocrates et leurs parrains extérieurs.

*Tournons La Page* a, malgré tout, réussi à tenir le cap dans ce gros temps anti-démocratique. Le mouvement a su se renouveler, s'élargir à de nouvelles causes et à de nouveaux pays, même s'il demeure encore très francophone. Il est parvenu à surmonter les tensions internes que les putschs ont introduit dans son ADN du respect des règles constitutionnelles et électorales. Et il a su faire émerger de nouvelles générations militantes qui n'hésitent plus à questionner cette ligne légaliste et pragmatique, ainsi que le tropisme franco-africain du mouvement. Les enquêtes qui, en 2023-24 ont été menées conjointement par des chercheurs du CERI-Sciences Po et des membres de *TLP* dans six pays du continent témoignent

de l'ambivalence des sociétés civiles sur ces enjeux, entre fatigue démocratique et principe de redevabilité, entre rejet des solutions militaires et séduction de l'homme fort ; entre anticolonialisme et nouveaux appels d'empire, entre émancipation politique et conservatisme social...

Les questions qui se posent aujourd'hui au monde militant ne sont plus tout à fait les mêmes que celles qui avaient conduit, en 2014, à mettre sur pied cette formidable coalition transnationale qu'est devenue *TLP*. Mais la vigilance citoyenne, loin d'abdiquer, ne cesse de se renforcer du Nord au Sud du continent, portée par des sentinelles de la démocratie d'un courage extraordinaire. À l'heure où les résultats d'un scrutin national sont bafoués en France par un président de plus en plus illibéral, je forme le vœu que cette vigilance civique africaine nourrisse, plutôt qu'un souverainisme étroit, de nouvelles formes de résistance transcontinentale à la vague réactionnaire qui approche. Le monde en aura bien besoin !

Paris, septembre 2024

Richard Banégas, Sciences Po – CERI  
(Centre de recherches internationales)



## PROLOGUE

# L'idée

Le Comptoir général est un drôle d'endroit. La modeste devanture, située sur les bords du canal St Martin surpeuplés lorsque les beaux jours reviennent à Paris, ne paye pas de mine. Elle ne laisse rien deviner de ce que l'on trouve à l'intérieur : un bar-restaurant plutôt cosy, situé dans un jardin à la décoration exotique, que l'on atteint après avoir traversé un long couloir orné de bouteilles de rhum, de vieux vinyles et d'objets insolites – un bison naturalisé, une machine à écrire, des photographies encadrées de pêche à la mouche...

C'est une ambiance particulière, un monde parallèle en plein cœur de Paris. Et c'est ici, en septembre 2013, qu'est né *Tournons La Page*. Ou du moins, son embryon. Ce jour-là, trois hommes sont attablés à l'intérieur, près du bar où l'on prépare des punchs et du jus de bissap. Il y a là Jean Merckaert, Laurent Duarte et Brice Mackosso. Quelques heures plus tôt, Jean Merckaert et Brice Mackosso, de passage en France, ont assisté à la soutenance de mémoire d'une stagiaire, Charlotte Boyer, qui avait travaillé au sein de l'organisation de Brice Mackosso au Congo. Les deux hommes se connaissent bien, ils ont été en contact durant des années, quand Jean Merckaert était chargé de plaider au *CCFD-Terre solidaire*, une ONG française de solidarité internationale. Le *CCFD-Terre solidaire* est lié à l'Église catholique. L'organisation de Brice Mackosso, la *Commission*

*Justice et Paix* (CJP) de Pointe-Noire, aussi. Tous deux ont enquêté sur la dette, les biens mal acquis, la corruption...

À l'issue de l'exposé de Charlotte, consacré au Congo justement, ils discutent de la situation au pays. Jean Merckaert connaît bien le problème: lui aussi, dans les années 1990, a produit un mémoire sur ce que l'on appelle communément la «guerre civile» au Congo. Le Français propose de poursuivre l'échange dans un lieu plus confortable. Direction le Comptoir général. Le patron est une connaissance de Jean Merckaert. Sur place, ils croisent Laurent Duarte, un ancien stagiaire de Jean Merckaert qui a été chargé par le propriétaire des lieux d'imaginer un «musée» de la Françafrique: avec un petit budget, il a mis la main sur des portraits de chefs d'État emblématiques, des vieux journaux, des pin's, des pagnes ou encore des tee-shirts... Enthousiaste, le tenancier du Comptoir voit grand. La Françafrique, le néocolonialisme, l'affairisme: tout ça l'intéresse. Il propose d'en parler donc, en finançant et en accueillant une exposition, mais aussi des conférences et des concerts. D'ailleurs, lui aussi participe à la discussion.

Brice Mackosso est inquiet. L'autocrate qui dirige son pays depuis des années, Denis Sassou N'Guesso, dont le mandat arrive à terme en 2016, semble vouloir rester au pouvoir. Normalement, la Constitution lui interdit de se représenter: il n'a pas le droit de faire plus de deux septennats consécutifs. Mais à Brazzaville, on commence à défendre son bilan dans son entourage, on en parle comme d'un guide éclairé, d'un bâtisseur, on se demande comment le Congo pourra faire sans lui, on affirme qu'il n'a pas fini le travail...

Certains avancent la possibilité de voir son fils, Denis Christel, lui succéder. Ce ne serait pas la première fois qu'un fils prend la place de son père sur le continent. C'est ce qui s'est passé au Togo en 2005, quand le «vieux» Étienne Eyadéma Gnassingbé a rendu l'âme après avoir passé plus de 37 ans au pouvoir, et que son fils, Faure Gnassingbé, lui

a succédé à l'issue d'un coup d'État constitutionnel. C'est ce qui s'est passé au Gabon aussi en 2009, quand Ali Bongo Ondimba a été « élu » à la tête du pays après la mort de son père, Omar – 41 ans au pouvoir. C'est aussi ce qu'a tenté de faire Abdoulaye Wade au Sénégal fin 2011, en proposant de modifier la Constitution pour imposer son fils, Karim, en tant que vice-président. Mais le Sénégal n'est ni le Togo ni le Gabon : la mobilisation populaire a eu raison de ses rêves dynastiques, et finalement, c'est son adversaire, Macky Sall, qui a été élu.

C'est donc une hypothèse tout à fait plausible au Congo : voilà des années que Denis Christel Sassou N'Guesso est « placé » par son père. En 2013, il dirige une branche de la toute puissante Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), la compagnie pétrolière nationale qui brasse des milliards de dollars et représente le bras financier du régime, et l'année précédente il a été élu député à Oyo, le fief familial. Mais quand Brice Mackosso fait part de son inquiétude à Jean Merckaert et à Laurent Duarte, c'est un autre scénario qui semble privilégié : celui d'une modification de la Constitution. Là aussi, c'est du déjà-vu. Ces dernières années, de nombreux chefs d'État ont usé de cet artifice pour abattre la barrière de la limitation du nombre de mandats : Yoweri Museveni en Ouganda, Idriss Déby Itno au Tchad, Paul Biya au Cameroun, Ismaël Omar Guelleh à Djibouti, Robert Mugabe au Zimbabwe... En 2013, à eux cinq, ils cumulent 123 ans au pouvoir. En 2024, trois d'entre eux sont toujours en place (Yoweri Museveni, Paul Biya et Ismaïl Omar Guelleh).

C'est d'ailleurs très à la mode. Dans d'autres pays aussi, des autocrates envisagent de changer la Constitution pour s'éterniser au pouvoir : Pierre Nkurunziza au Burundi, Blaise Compaoré au Burkina Faso, et enfin le voisin, Joseph Kabila, dans la mal nommée République démocratique du Congo. Alors pourquoi pas Denis Sassou N'Guesso ? L'ancien militaire, qui a pris le pouvoir une première fois en 1979, a dû se

résoudre à le lâcher en 1992, puis l'a repris par les armes en 1997, dirige son pays d'une main de fer. Toute voix discordante est menacée, harcelée, emprisonnée et parfois liquidée. Il sait que l'opposition ne le laissera pas faire, mais il n'hésitera pas une seconde à la réprimer.

Brice Mackosso aussi, le sait. Il n'en a aucun doute. Comme des millions de Congolais, il n'a pas oublié la tragédie des années 1990, quand Denis Sassou N'Guesso et Pascal Lissouba se sont fait la guerre pour le pouvoir, provoquant la mort de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants – peut-être 20 000, peut-être cinq fois plus, il n'existe aucun bilan faisant consensus. De ce conflit, on en parle souvent comme d'une guerre civile, mais Brice Mackosso récuse ce terme. C'était, dit-il, «un conflit entre deux hommes qui se disputaient le pouvoir», point. «Il n'y avait aucun enjeu ethnique ou social, affirme-t-il. Le seul enjeu, c'était la captation de l'immense richesse pétrolière et gazière du pays.» Et pour cela, Denis Sassou N'Guesso est prêt à tout.

Brice Mackosso était encore un jeune étudiant en droit, tout juste sorti du séminaire, quand la guerre a éclaté en 1993, un an à peine après l'élection de Pascal Lissouba face à Bernard Kolélas (Denis Sassou N'Guesso, lui, avait été éliminé lors du 1<sup>er</sup> tour). La période était aux Conférences nationales, à l'ouverture politique et au multipartisme – bref, à l'espoir démocratique. Mais au Congo, les intérêts en jeu étaient trop importants. Cela, Brice Mackosso ne l'a compris que plus tard, à la fin des années 1990, quand il a découvert le rôle joué par Elf dans le financement de la guerre. La société pétrolière française absorbée par Total en 2000, emblématique de la Françafrique (il y avait d'ailleurs son logo dans le musée de la Françafrique du Comptoir général), a donné des armes à un camp et à l'autre. Histoire d'assurer ses arrières. On n'insulte pas l'avenir...

«Quand il y a un conflit, les chrétiens prient, demandant au bon Dieu de mettre fin à la guerre», ironise Brice Mackosso.

Mais cette fois-ci, «ils ont réfléchi». «Ce conflit a donné lieu à une prise de conscience au niveau de l'Église, poursuit-il. On s'est demandé pourquoi les revenus pétroliers ont financé la guerre au lieu du développement ? » C'est ainsi qu'est née la *Commission Justice et Paix* de Pointe-Noire, sous l'égide de l'Église catholique, et suivant le modèle d'autres commissions qui ont vu le jour un peu partout dans le monde. La capitale du pétrole congolais avait été épargnée par les combats. Il était hors de question, pour les belligérants, de prendre le risque d'abîmer la poule aux œufs d'or. Et pour les membres de la *CJP*, parmi lesquels figurait Brice Mackosso, il fallait à tout prix éviter que la guerre ne s'étende au-delà de Brazzaville, la capitale politique.

C'est ainsi que Brice Mackosso, un ancien séminariste qui se destinait à entrer dans les ordres avant d'opter pour la vie civile et des études de droit, a commencé à militer en faveur de plus de transparence et d'une meilleure gouvernance économique. Il dénonce les «ravages» du pétrole, qu'il estime être à la source de tous les problèmes de son pays : la dictature, la mauvaise gouvernance, l'endettement, les guerres, la répression. «Sans le pétrole, Elf n'aurait jamais financé les deux camps», affirme-t-il.

Quelques années plus tard, au début du nouveau millénaire, l'ONG britannique *Global Witness* publie un rapport appelant les compagnies pétrolières et gazières à publier les sommes qu'elles versent aux États dans lesquels elles exploitent les ressources. Aujourd'hui, cela paraît être la moindre des choses. Mais à l'époque, c'est une véritable déflagration : jusqu'alors, c'était l'opacité qui primait. Ce rapport aboutit au lancement en 2002 d'une campagne soutenue par plus de 300 organisations à travers le monde, intitulée «*Publiez ce que vous payez*» («*Publish What You Pay*»), qui aboutira à la création du premier mécanisme transnational de transparence et de publication des données sur les ressources gazières, pétrolières et minérales, l'Initiative pour la transparence des industries

extractives (ITIE). Ce mécanisme a révolutionné les pratiques dans le secteur de l'extractivisme, même si on est encore loin de la transparence exigée.

À la même époque, la *CJP* travaille sur les mêmes enjeux à Pointe-Noire. Le pétrole représente alors 72 % des recettes fiscales du Congo, et 92 % de ses recettes d'exportation. Mais personne ne sait comment – et par qui – cette manne est utilisée. Hasard du calendrier, en juin 2002, au moment même où *Global Witness* sort son rapport, les évêques du Congo publient une déclaration qui marque les esprits. Ils interpellent directement le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, tout juste élu, sur la gestion des affaires publiques. « Il nous faut trouver de nouvelles méthodes de gestion, des moyens de contrôle plus appropriés afin que [...] le pétrole cesse d'être un combustible pour la dette, la pauvreté, la mort », arguent-ils, avant de proposer quatre mesures : « l'adoption d'une loi sur la gestion des revenus pétroliers ; la création d'un comité de contrôle et de suivi de l'application de cette loi ; l'ouverture de comptes spéciaux, notamment pour les générations futures ; et l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement, les compagnies pétrolières et la société civile ». Un mois plus tard, les évêques de toute l'Afrique centrale publient à leur tour une déclaration similaire. Et dans la foulée, Brice Mackosso participe au lancement de *Publiez ce que vous payez* en France, puis au Congo. Il ne sait pas encore que dix ans plus tard, il récidivera, mais sur la question de la gouvernance politique cette fois, avec Tournons La Page. Il ne sait pas non plus qu'il sera envoyé en prison pour son engagement : en 2006, il sera incarcéré plusieurs jours (avec Christian Mounzé, président de l'ONG *Rencontre pour la paix et les droits de l'Homme*), avant d'être condamné par une justice aux ordres pour « abus de confiance » et « faux et usage de faux ». Un moyen comme un autre de faire taire les voix divergentes.

Brice Mackosso avoue avoir toujours peur aujourd'hui. En 2013, il sait que s'il se met sur la route de Sassou, il risque

d'être à nouveau jeté en prison. Mais il se refuse à l'inaction. Il craint une nouvelle crise politique, une nouvelle guerre des clans, et des morts, encore. « Les jeunes sont chauds, on ne pourra pas les canaliser, il faut faire quelque chose », dit-il à Laurent Duarte et à Jean Merckaert autour d'une eau gazeuse. « Que peut-on faire ? » lui demande Jean Merckaert. Brice Mackosso ne sait pas trop, mais il est persuadé que c'est à Paris que tout cela se joue, pas à Brazzaville, et que c'est donc ici qu'il faut agir. C'est alors que germe l'idée d'une tribune, ou d'un appel, ils ne savent pas trop encore...

L'époque, malgré tout, est à l'espérance. Les coups d'État militaires semblent relever d'un passé que l'on pense révolu : il y en a bien quelques-uns encore, mais ils aboutissent la plupart du temps à des transitions courtes et à des élections relativement transparentes, comme au Niger après la chute de Mamadou Tandja ou en Guinée après la mort de Lansana Conté. La communauté internationale et les organisations régionales semblent décidées à ne plus tolérer aucune junte. Et puis, une nouvelle génération d'activistes est apparue, et elle rend optimiste : *Y en a marre* au Sénégal, *Le Balai citoyen* au Burkina Faso, *La Lucha* (*La Lutte pour le changement*) en RDC... Dans ces pays, les jeunes générations révolutionnent le militantisme. Indépendantes des partis politiques et des syndicats, guidées par de nouveaux venus (des intellectuels, des artistes), animées par des méthodes d'agit-prop réinventées (de la poésie urbaine, des concerts, des opérations de nettoyage, etc), elles déstabilisent les professionnels de la politique et imposent leur propre agenda. Au Sénégal, *Y en a marre* a joué un rôle majeur dans l'opposition au projet d'Abdoulaye Wade d'imposer son fils. Au Burkina Faso, *Le Balai citoyen* résiste contre la volonté du président Blaise Compaoré de modifier la Constitution. Il s'agit désormais de gouverner de manière transparente, de passer le pouvoir quand il est encore temps, de prendre en compte l'ensemble de la population et non plus seulement quelques privilégiés.

Ce n'est pas le «Grand soir», on ne parle plus de révolution marxiste. Mais c'est une effervescence revigorante qui ouvre de nouveaux horizons – ce que le politiste Richard Banégas, compagnon de route de *TLP* depuis le début, appelle une «radicalité dans les moyens de lutte au service d'une vision légaliste de la politique».

Les trois hommes se quittent sur l'idée de lancer une campagne dont ils ne voient pas encore très bien à quoi elle ressemblera, dans le but d'appuyer les mouvements qui se battent contre les dictatures et de soutenir la mise en place de véritables transitions. Ça n'a l'air de rien comme ça : une tribune parmi tant d'autres... Jean Merckaert, qui a déjà une belle expérience sur le plan des mobilisations, a tout de même une certitude et quelques convictions en la matière. D'abord la certitude : un plaidoyer ne peut réussir que si on arrive à rendre la cause de l'autre indéfendable, affirme-t-il. Ensuite les convictions. La première : c'est une cause juste, mais dont l'épicentre doit se trouver en Afrique ; cet appel ne devra être qu'une caisse de résonance à un combat mené en premier lieu par les Africains. La seconde : il faut opérer une alliance entre artistes, activistes et intellectuels, afin, dit-il, de «décorneriser» ce combat de la sphère militante.

Dès lors, chacun de son côté va sonder ses connaissances et éplucher ses carnets d'adresses, dans le but de mobiliser du «jus de cerveau». Brice Mackosso et Jean Merckaert sollicitent leurs contacts en Afrique : Marc Ona Essangui au Gabon, Jean-Marc Bikoko au Cameroun, Moussa Tchangari au Niger... Les diasporas installées en France aussi. Laurent Duarte, qui connaît bien le milieu culturel franco-africain pour y avoir travaillé, va voir des artistes comme Tiken Jah Fakoly ou encore Gaël Faye... Jean Merckaert et Laurent Duarte en parlent aussi aux camarades de la CGT, à ceux de *Survie*, une association qui dénonce la Françafrique depuis des années, dans laquelle Jean Merckaert a milité, et aux amis de la *Fédération internationale des droits humains* (FIDH).

Ils mobilisent leurs contacts au sein de la galaxie catholique : le *Secours catholique* (le « Secours cat' »), *Acat-France* (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), le *CCFD-Terre solidaire*, etc. Tout le monde est partant, mais personne ne met concrètement la main à la pâte. Il y a même quelques réticences. Du côté de *Survie*, on se méfie de ce genre d'initiative potentiellement paternaliste ; la priorité, estime-t-on, est à la dénonciation de la mainmise de la France sur ses anciennes colonies. La *FIDH* de son côté a déjà lancé son propre programme, « Mon vote compte ». Et le *CCFD-Terre solidaire*, habituellement en pointe sur ce genre de combat, est discret : au sein de l'organisation, on se demande pourquoi lancer un nouveau projet ? Quant à *Y en a marre* et *Le Balai citoyen*, ils sont frileux. L'idée les intéresse, un responsable de la section française du *Balai citoyen* – ils appellent cela un « cibal » – participe même aux premières réunions. Mais ils se méfient, ils ne veulent pas être instrumentalisés. Ils craignent une énième ingérence et sont jaloux de leur autonomie. Et surtout, ils ont d'autres priorités chez eux.

Seul le *Secours catholique* semble réellement intéressé. Philippe Morié en est à l'époque le responsable du pôle Afrique. Jean Merckaert et Brice Mackosso, qui ont déjeuné avec lui peu de temps après le rendez-vous du Comptoir général, l'ont convaincu. Il connaît bien Brice Mackosso : ensemble, ils avaient mené une « belle » campagne sur l'or noir au Congo en 2003. Philippe Morié est enthousiaste. « Enfin, on aborde le sujet de la démocratie ! » se réjouit-il. Il déplore depuis longtemps l'invisibilisation de cette question par les ONG. Il pense tout de suite au succès de « *Publiez ce que vous payez* », et il va tout faire – quitte à en irriter certains en haut lieu – pour convaincre sa direction de soutenir ce projet, et même d'en prendre le *lead*. L'ONG met une stagiaire à disposition, Eve Rodot. Pour Brice Mackosso, Laurent Duarte et Jean Merckaert, c'est un soutien de poids : le *Secours catholique* pèse lourd en France en matière de plaidoyer, et cette

organisation a les moyens. Elle compte près de 60 000 bénévoles et un millier de salariés, et son budget annuel, bénévolat compris, dépasse les 300 millions d'euros. Sans la persévérance de Philippe Morié, *Tournons La Page (TLP)* n'aurait peut-être jamais vu le jour...

En octobre 2013, Laurent Duarte et Jean Merckaert rencontrent Achille Mbembe. L'historien camerounais n'est pas encore le thuriféraire de la politique africaine d'Emmanuel Macron qu'il est devenu aujourd'hui. Il ne mâche pas ses mots à l'égard du néocolonialisme français. Il jouit d'une belle cote dans les milieux universitaire, en France comme aux Etats-Unis. Il pourrait être un soutien de poids. Et l'idée semble lui plaire.

Puis au printemps suivant, en 2014, Jean Merckaert tombe sur une interview d'un autre historien, Ibrahima Thioub, qu'il trouve percutante, «lumineuse» même (à lire à la fin de ce chapitre). Dans *Sud Quotidien*, un quotidien sénégalais, Ibrahima Thioub analyse les raisons du clientélisme en vigueur dans nombre de pays africains :

«Le clientélisme s'installe dans une société où le pouvoir n'est plus régi par des règles de droit coutumier ou moderne. Ou si elles existent, c'est pour un usage cosmétique, pour valider un système essentiellement basé sur la violence mais qui fonctionne de telle sorte que les groupes qui s'organisent pour le contrecarrer deviennent inefficaces. Pour se prémunir de la violence du système, les individus sont obligés de s'inscrire dans des réseaux de parentèle ou professionnels ou religieux. Ils cherchent à se soumettre à un patron qui peut prendre la figure d'un patriarche, d'un chef religieux, d'un leader politique, syndical ou associatif, etc.»

Sud Quotidien a repris cette citation d'Ibrahima Thioub en titre : «Il y a un besoin de révolution culturelle en profondeur de notre rapport au pouvoir». Pour l'illustrer : une photo d'Ibrahima Thioub, crâne lisse et lunettes rectangulaires, en train de parler derrière un bureau en bazar.

Quelques semaines plus tôt, dans une autre interview accordée au *Monde*, Ibrahima Thioub expliquait que «le modèle colonial français a laissé l'Afrique à l'état de squelette» :

«Au moment des Indépendances africaines, la France a transféré le pouvoir aux élites les plus favorables à une continuation du système colonial. Aujourd'hui, les groupes au pouvoir restent connectés à la France par la persistance du modèle économique, fondé sur l'extraction des ressources naturelles. Ces ressources, non valorisées localement, sont achetées à un prix très inférieur à celui du marché mondial. En échange, les élites africaines reçoivent une rente réexportée en Europe sous la forme de comptes bancaires ou de biens immobiliers. Pis, ces élites ont un modèle de consommation qui ne favorise pas la production locale. Tout cela laisse la population exsangue, et la jeunesse face à une alternative : rejoindre les rébellions, les mouvements djihadistes ou évangéliques, ou émigrer.<sup>1</sup>»

Jean Merckaert sollicite Ibrahima Thioub par un simple mail. Il lui demande s'il accepterait d'écrire l'appel. Le professeur sénégalais acquiesce. Ensemble, ils se mettent à rédiger une ébauche. Puis ils la partagent. Les réponses enthousiastes pleuvent durant l'été. Quelques allers-retours, pas mal de discussions, et la version finale est validée.

Le temps presse. Au Congo, au Burundi, au Rwanda et surtout au Burkina Faso, les Constitutions sont menacées. Denis Sassou N'Gusso, Pierre Nkurunziza, Paul Kagame et Blaise Compaoré semblent décidés à les modifier pour s'accorder du «rab». «On voulait sortir l'appel au plus vite car ça se précisait au Burkina Faso, et la France, sur cette question, avait une position ambiguë», se souvient Jean Merckaert. Une date est fixée : l'appel sera lancé le 15 octobre 2014, un peu

---

1. Charlotte Bozonnet, «Le modèle colonial français a laissé l'Afrique à l'état de squelette», *Le Monde*, 28 février 2014.

plus d'un an après la rencontre au Comptoir général. Ce choix n'est pas dû au hasard, c'est la date anniversaire de l'assassinat de Thomas Sankara, le célèbre révolutionnaire burkinabè, et de douze de ses camarades. C'était en 1987. On envisage des actions pour ce jour-là – une manifestation devant l'ambassade du Burkina Faso, la création d'un service d'ordre symbolique de la Constitution burkinabè... On parle de la suite aussi : une tournée de lobbying à Bruxelles, la publication d'un rapport sur les dynasties, l'organisation d'un séminaire entre universitaires et militants...

Reste à trouver un nom à la campagne. On pense à «*Dynastic Park*», en référence au film hollywoodien *Jurassic Park* et aux dinosaures qui s'éternisent à la tête de plusieurs États africains. Mais certains le trouvent trop agressif. Ils ne comprennent pas le côté ironique. Laurent Duarte propose «*Tournons La Page*». Celui-ci a plus de succès. Il est court. Il implique de l'action. Tout le monde est en mesure de le comprendre. Va pour «*Tournons La Page*» !

---

### « RÉVOLUTIONNER NOTRE RAPPORT AU POUVOIR »

*L'entretien d'Ibrahima Thioub dans Sud Quotidien (3 mars 2014)*

Pourquoi l'État en Afrique est-il souvent assimilé à un moyen de captation des biens publics à des fins personnelles ? Pourquoi a-t-il déserté son rôle nourricier pour celui de la violence et de la prédation ? Dans cet entretien lumineux accordé au quotidien sénégalais «*Sud Quotidien*» le 3 mars 2014, l'historien Ibrahima Thioub met en perspective l'expérience démocratique du Sénégal et appelle à une révolution culturelle du rapport au pouvoir.

**SUD QUOTIDIEN – En 2000, lorsque l'ancien président Abdoulaye Wade a accédé au pouvoir après vingt-six années d'opposition, une de ses premières réactions a été de dire : «*Maintenant nos problèmes d'argent sont terminés*». Quelle réflexion cela vous inspire-t-il ?**

**IBRAHIMATHIOUB** – Cet acte fondateur relaté par Idrissa Seck, son principal collaborateur d'alors, est très révélateur de leur vision partagée des fonctions du pouvoir. Il se dégage une conception bien curieuse du bien public, conçu comme un butin pour l'accaparement duquel différents camps s'affrontent, quitte à avoir recours à des mercenaires recrutés sur des bases clientélistes. Cette vision du pouvoir est en fait l'expression d'un fond culturel très profond que partagent à la fois certaines élites et de nombreux citoyens. Les premières en font un usage pervers et pernicieux, les seconds en subissent les conséquences néfastes et s'en accommodent comme ils peuvent. C'est ainsi que chaque fois qu'on nomme quelqu'un à une fonction, il a tendance à la transformer en pouvoir et en conséquence à chercher à la convertir en moyen de prédation. C'est le cas du policier dans la rue, du gardien dans les services, des secrétaires de détenteurs du pouvoir, etc. Les condamner moralement ne résout pas la question, car leur attitude ne relève pas exclusivement de cet ordre. Il importe de s'attaquer aux racines du mal : le système de prédation et ses multiples conséquences.

### **Comment faudrait-il s'y prendre alors ?**

**IBRAHIMA THIOUB** – Depuis l'accession du Sénégal à l'indépendance, toutes les tentatives et projets initiés pour mettre un terme à l'usage dispendieux et à l'accès frauduleux aux biens publics n'ont jamais abouti. Et aujourd'hui encore, si vous interrogez les Sénégalais, ils sont nombreux, en dépit de la volonté affirmée du président de la République, à ne pas croire que le pouvoir actuel ira jusqu'au bout de la traque des biens mal acquis. Ce qui fonde cette attitude, c'est évidemment leur expérience mais également une certaine culture du pouvoir, intériorisée par la grande majorité des Sénégalais, résignée à accepter que « *buur lekk ak naan, baadolo gattam !* » : les royaux jouissent, les exclus trinquent !

### **En quoi peut-on parler d'une culture partagée du pouvoir ?**

**I.T.** – Il suffit simplement que vous soyez nommé à un poste ou que vous accédiez à une position de pouvoir quelconque pour qu'on vous

submerge de félicitations et qu'on s'attende en retour à ce que vous en profitiez pour vous enrichir et procéder à une redistribution. Quand quelqu'un est nommé à quelque fonction que ce soit, son entourage va très vite l'encourager à la transformer en un pouvoir de cooptation, voire d'accaparement et de destruction. En un certain sens, le fait de ne pas jouir des ressources auxquelles on accède est perçu comme une tare. Cette conception du pouvoir qui accouple prédation et clientélisme a profondément pénétré nos sociétés. C'est pour cela qu'elle est très difficile à extirper de nos comportements. Il se raconte que Thomas Sankara fut obligé d'user de subterfuges, en donnant des chèques sans provision à sa parentèle, pour la convaincre qu'il n'avait rien à distribuer.

### **Et d'où nous viennent de tels comportements ?**

**I.T.** – Le clientélisme s'installe dans une société où le pouvoir n'est plus régi par des règles de droit coutumier ou moderne. Ou si elles existent, c'est pour un usage cosmétique, pour valider un système essentiellement basé sur la violence mais qui fonctionne de telle sorte que les groupes qui s'organisent pour le contrecarrer deviennent inefficaces. Pour se prémunir de la violence du système, les individus sont obligés de s'inscrire dans des réseaux de parentèle ou professionnels ou religieux. Ils cherchent à se soumettre à un patron qui peut prendre la figure d'un patriarche, d'un chef religieux, d'un leader politique, syndical ou associatif, etc.

Quand on n'a pas une capacité de réponse collective face à une situation de violence hors de tout contrôle légal, le seul mode qui reste pour les subalternes, pour les dominés, c'est de se mettre en clientèle auprès d'un « *bigman* » qui assure leur protection. Et ce modèle donne un pouvoir immense, hors de tout droit, à un groupe restreint d'individus, sorte de seigneurs de guerre à la tête de multiples clans et factions. Chacun va contrôler un certain nombre de clients qu'il est capable de mobiliser et d'investir dans la lutte par la contrainte ou l'intéressement, et tout individu qui se situe hors de ces réseaux est exposé à subir la violence. Un tel système, appelé ailleurs la mafia, la triade, le yakuza,